



# BULLETIN D'INFORMATION N°18

---

## LETTRE OUVERTE - WORLD PEST DAY

A l'occasion du WORLD PEST DAY, la CS3D, a diffusé ce lundi 5 juin une lettre ouverte à une liste élargie de médias et de représentants politiques :

**" Les professionnels du secteur appellent à la mobilisation de tous pour une gestion coordonnée et efficace des risques liés aux nuisibles !**

Rats, souris, punaises de lit, cafards, moustiques, frelons asiatiques ou européens ne sont aujourd'hui plus étrangers à personne. Le contrôle de leurs populations mobilise au quotidien plusieurs milliers de professionnels en France.

Nous entendons tous aujourd'hui ce "chaque geste compte" et nous faisons - chacun à notre échelle - des efforts et des compromis. Nous nous insurgons lorsque nous voyons que d'autres semblent passer à côté de cette urgence climatique que plus personne ne peut ignorer.

En lien avec ce même changement climatique, ainsi qu'avec l'évolution de nos modes de vie et de l'activité humaine, une autre situation alarmante a pris ses marques, et celle-ci, nous nous refusons de la voir comme une fatalité. Phénomène évolutif et diffus, difficilement quantifiable, la présence accrue de ce que certains nomment "nuisibles", "nuisant", "commensaux", "liminaires", "colocataires", "ESOD" ... est pourtant aujourd'hui bien visible, par tous et en tous lieux, devenant souvent un objet de combat politique et médiatique.

Pour nous, les professionnels 3D (Dératisation, Désinsectisation, Désinfection), le combat est ailleurs.

Les risques identifiés pour notre santé et notre environnement sont nombreux. Les cas de leptospirose, maladie véhiculée par les rongeurs, ont été multipliés par 2 en moins de 10 ans. En outre, les rats et leurs puces sont vecteurs de nombreuses pathologies affectant tant l'humain que d'autres espèces animales. Les maladies transmises par l'aedes albopictus, le "fameux" moustique tigre - dengue, le zika, le chikungunya - jusqu'alors dites exotiques, apparaissent aujourd'hui via des cas autochtones.

La dégradation du cadre de vie liée à la présence de punaises de lit, en tout lieu et en particulier dans nos foyers, n'est plus à démontrer. De même que les nuisances causées par des essaims de guêpes et de frelons. La recrudescence des rongeurs présente des risques pour les infrastructures, des effondrements liés aux galeries aux incendies d'origine électrique qui en plus des risques pour les hommes, peuvent affecter l'ensemble de nos systèmes d'information, d'industries, de sécurité, de santé, de transports et d'industries.

Nos métiers sont encadrés et notre formation est continue, nous nous adaptons à l'évolution du phénomène afin de protéger les hommes et les biens en régulant ce qu'à notre échelle nous percevons comme une urgence. Cette urgence est celle de l'ensemble du pays car, si les populations de nuisibles sont en augmentation, notre boîte à outils - qui nous permet d'adapter nos méthodes à la diversité des situations - s'amenuise d'année en année.

Sur le principe, nous sommes alignés avec une diminution des moyens curatifs - notamment chimiques - au profit de la prévention, mais dans les faits, cela ne fonctionne pas.

Si l'évolution de notre boîte à outils est possible et même souhaitable, elle n'est envisageable que si le cadre de nos actions évolue vers des plans d'actions et de prévention coordonnés, soutenus par la mise en place de contrôles obligatoires et réguliers.

Notre pays, à l'inverse de plusieurs de nos voisins européens, manque cruellement d'une véritable culture de la prévention en la matière. Il est en France honteux de faire appel à nos services, tant pour un particulier que pour un professionnel, alors que chez nos voisins, ce n'est pas un sujet. C'est même une fierté, une preuve de responsabilité personnelle et collective.

Chaque geste compte. Celui des individus, celui des collectivités, celui des entreprises.

A l'approche de grands événements à résonnance mondiale en France comme la Coupe du Monde de Rugby ou les Jeux Olympiques et Paralympiques, le sujet de la gestion du risque lié aux nuisibles ne devrait pas en être un. La sûreté sanitaire/la santé publique ne peut être discutée.

Nous, professionnels de la gestion du risque "nuisible", demandons d'être en mesure de garantir à nos concitoyens l'environnement de vie sûr et sain qui devrait être le leur. L'immobilisme n'est plus permis, nous devons agir collectivement et sans plus tarder."